

## **Une nation sans territoire, un monde sans géographie?**

Rodolphe De Koninck et un collectif de géographes\*

«Le territoire du Québec en deuil de géographie» (Henri Dorion, 2012)

### ***Une histoire sans géographie?***

Comment peut-on prétendre enseigner et étudier l'histoire d'une nation, ou, dit de façon plus neutre, l'histoire d'un territoire, sans privilégier l'enseignement et l'étude de sa géographie? Comment peut-on, en étudiant la première, faire l'économie d'étudier le lieu de son déploiement? Car toute histoire nationale a une géographie, elle aussi pleine de rebondissements.

Cette tentative de prestidigitation est pourtant manifeste dans l'actuelle ambition avouée de marginaliser l'étude de la géographie au profit de celle de l'histoire, via la refonte des programmes d'enseignement des sciences humaines et la proposition d'une modification au Règlement sur le régime des études collégiales (*Gazette officielle du Québec*, 12 février 2014, 146<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 7, ch. C-29, a.18). L'adoption de cette modification par le gouvernement du Québec risque d'accélérer l'érosion de l'enseignement de la géographie dans les cégeps, une érosion déjà largement engagée dans les écoles secondaires. En effet, ce Règlement propose, en substance, d'augmenter les heures de cours consacrées à l'enseignement de l'histoire, en particulier celle du Québec, au détriment de celui de la géographie, y compris celle du Québec! Quel que soit le jugement que l'on puisse porter quant à l'opportunité ou l'opportunisme d'un tel choix, il faut y voir une malheureuse erreur, déjà contestée par un premier collectif de géographes (Cf. *Quelle histoire pour la géographie?*, Le Devoir, 11 octobre 2013).

Et, doit-on ajouter, une étonnante contradiction. En effet, en octobre 2013, le gouvernement du Québec déposait devant l'Assemblée nationale sa *Politique nationale de la recherche et de l'innovation 2014-2019*. Au premier chapitre de ladite politique, étaient établis trois axes parmi lesquels la géographie devait jouer un rôle de premier plan: 1) *changement démographique*: géographie de la santé, migrations internationales, équilibres interrégionaux, revitalisation des collectivités locales ...; 2) *développement durable*, objet on ne peut plus central de l'analyse géographique; 3) *identité québécoise*, nécessitant protection et mise en valeur des paysages, du patrimoine naturel et bâti ainsi qu'étude de la toponymie et de l'urbanisme. Il apparaît donc clairement que, dans l'esprit de ceux qui ont conçu cette politique, la géographie est incontournable.

Car, prétendre pouvoir étudier l'histoire d'un peuple, sans ancrer celle-ci dans un territoire et sa géographie, ne peut qu'à coup sûr en affaiblir la défense et l'illustration. Enseigner et plus encore étudier une histoire du Québec qui ne situerait pas celui-ci dans son territoire, lequel doit être partie prenante de sa définition, ne peuvent être que des entreprises irrémédiablement vouées à l'éphémère. Le temps, tout comme les péripéties qui le jalonnent et le meublent, ont une géographie! Alors que, faut-il le rappeler, celle-ci se déploie dans le temps. L'une n'est pas que le décor ou le hasard de l'autre! Toutes les nations ont une géographie. Toutes les géographies ont une histoire. Le nier serait illusoire et relèverait d'un nationalisme autodestructeur. Ainsi, comment peut-on prétendre étudier l'histoire agraire du Québec tout en ignorant les caractéristiques des territoires – i.e.,

notamment, géomorphologie et hydrologie, nature changeante du climat, industrialisation, urbanisation et infrastructures – parmi lesquels se sont déroulés les drames qui l’ont jalonnée? Comment peut-on espérer approfondir l’analyse de la Rébellion des Patriotes (1837-38) sans prendre en compte son cadre géographique, lui aussi particulièrement dynamique?

À vrai dire, et sans qu’il soit nécessaire de s’en remettre au déterminisme environnemental, les exemples sont multiples de la vanité de toute entreprise qui situerait l’histoire hors de la géographie et vice versa. Pour autant, ni l’histoire ni la géographie ne sauraient être irrémédiablement tributaires l’une de l’autre, car ni l’une ni l’autre n’ont comme seul objet une nation et son territoire. Cela dit, c’est d’abord à l’endroit de l’étude du Québec que le débat actuel prend son sens premier.

La géographie du Québec est à la mesure de son territoire d’un million et demi de km<sup>2</sup>: elle est immense, formidable et complexe, notamment au plan de ses frontières. Pourtant, étonnamment, sa connaissance demeure encore largement et étrangement méconnue sinon cachée, peu débattue et peu partagée. L’occasion est belle de sortir de cette attitude cachotière. En effet, tout autant aujourd’hui et plus encore demain, étant entendu l’âge de ceux auxquels s’adresse l’enseignement pré-universitaire, la connaissance de la géographie et de l’histoire du Québec doit être ouverte sur celles du monde, alors que régions et milieux, ressources, peuples et migrations s’articulent et se perçoivent de plus en plus à l’échelle planétaire, à celles de la mondialisation.

### ***Un monde sans géographie?***

Un peu partout dans ce monde, tout au long des étapes de la formation et de l’éducation des citoyens, le savoir semble se diviser quasi indéfiniment et à leur grand détriment, alors qu’eux-mêmes sont de plus en plus réduits au simple rang d’utilisateurs-consommateurs. Ainsi, toute science fondamentale, telle la géographie, est trop souvent reléguée au second plan et sa pertinence niée au profit des seuls savoirs spécialisés et de leurs possesseurs. Pareille tentative de marginalisation de la géographie comme discipline à part entière apparaît d’autant plus regrettable qu’elle représente un savoir central et holistique, au même titre que la physique ou la biologie, et qu’elle apparaît de surcroît dotée d’un mandat transversal, celui qui consiste à analyser les rapports entre nature, culture et société, entre l’humain et le physique. On a beau tenter de faire disparaître la géographie ou de la réduire à l’un ou l’autre de ses avatars ou de ses rejetons, qu’il s’agisse, notamment, de biogéographie, géopolitique, géomatique ou autres écologies politiques, tous lui sont redevables dans leurs fondements, au même titre que la physique nucléaire l’est à la physique ou la biologie moléculaire à la biologie!

Plus que jamais, la géographie, branche maîtresse de l’arbre des savoirs et nécessaire philosophie de l’anthroposphère, apparaît incontournable pour l’appréhension des grands enjeux auxquels l’humanité est confrontée, dans sa totalité comme dans ses parties. Au premier rang de ces enjeux se trouvent les changements environnementaux, dans toute leur complexité et avec leurs multiples ramifications et conséquences. Pour les étudier ou plus exactement en coordonner l’étude, quoi de mieux que la géographie ou du moins qu’une démarche géographique? De confier pareille tâche aux seuls experts – dont il n’est pas question de remettre ici en question la nécessité et la qualité des savoirs spécialisés – ne peut que faire le lit de tous les pouvoirs, lesquels ont depuis longtemps établi la preuve de leur compétence à diviser pour régner. Ainsi en va-t-il tant de la société que de la science,

dont la parcellisation, par ailleurs indispensable à sa propre progression, ne doit surtout pas mener à l'obsolescence des savoirs fondamentaux et transversaux, dont se réclame la géographie. Souscrire à cette dérive, c'est favoriser la république des experts au détriment de celle des citoyens.

### *Géographie et citoyenneté*

Est-il nécessaire de rappeler que, nullement à la traîne au plan technologique et économique, le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Catalogne et le Japon comptent parmi les pays les plus avancés au plan social? Ils comptent aussi parmi ceux où les sciences sociales, dont la géographie, demeurent les plus présentes dans les curriculums d'enseignement, alors que l'on y privilégie la formation de citoyens tant nationaux que «globaux». Cela serait-il le fruit d'un hasard? On est en droit d'en douter lorsque l'on sait qu'aux États-Unis, l'un des moins avancés au plan social parmi les pays industriels, l'enseignement des sciences sociales et en particulier de la géographie est depuis longtemps en voie de marginalisation accélérée. L'ignorance citoyenne, tant de l'histoire que de la géographie, est la meilleure garante de la désaffectation et, précisément, de la marginalisation politiques de la société civile.

C'est pourquoi, bien ancrée dans l'observation des racines de la vie quotidienne, celles qui relèvent tant de la nature que de la culture, la sensibilité du géographe lui confère une pertinence hors du commun, dont aucune société ne devrait être privée. Aucune ne saurait faire l'économie de la sagesse de la terre, telle qu'elle nous interpelle et telle que nous l'interpellons. Car ce qui est en jeu est un dialogue ô combien dynamique dont la compréhension doit nécessairement mobiliser les savoirs géographiques.

Ainsi l'intelligibilité de la conjoncture, québécoise comme internationale, indispensable à la prise de décision éclairée, appelle le regard de la géographie. Car il s'agit de la discipline qui, avec toutes les autres, mais sans doute mieux que toute autre, peut contribuer à l'archéologie des savoirs du monde, tels qu'ils se manifestent dans les paysages. Ces derniers ont une genèse, dont la compréhension doit faire appel à l'histoire, certes, mais tout autant sinon plus à la géographie. Celle-ci, en sachant y chercher plus profondément, sait en faire la synthèse, tout comme celle des dynamiques territoriales telles qu'elles s'expriment dans la transformation desdits paysages. Ce sont précisément ces dynamiques, s'articulant et s'exprimant tout à la fois à plusieurs échelles, qui doivent être prises en considération tant par le citoyen qui cherche à se faire une opinion que par le décideur public lorsque le moment vient d'aménager l'avenir d'un territoire?

Prenons le cas de l'île d'Anticosti. Comment se fait-il qu'alors que des décisions très lourdes pour l'avenir du Québec soient sur le point d'être prises au sujet de ce vaisseau amiral du golfe du Saint-Laurent, aucune étude véritablement approfondie de sa géographie, et non seulement de sa géologie, ne soit évoquée? L'apparente inexistence d'une telle ressource en dit long sur l'immense retard auquel est confronté le Québec sur ce plan et sur ce qu'il adviendra de ce retard si la demande sociale pour une meilleure intelligence des territoires du pays continue à être ignorée. Marginaliser plus encore la géographie dans l'univers scolaire et donc social et politique n'arrangera en rien les choses!

Car, au-delà de la nécessaire spécialisation des savoirs, indispensable au progrès scientifique lui-même, il y a la cohérence du corps disciplinaire lui-même. Sans le maintien de celui-ci, rappelons-le, la science se fractionne à l'infini et devient le domaine de la seule

expertise, celle des experts précisément, eux-mêmes de plus en plus invités, y compris par les dirigeants des universités, à devenir des mercenaires des pouvoirs économiques et politiques. Pour que la connaissance scientifique, y compris celle des experts, demeure indépendante, celle-ci doit préserver sa cohésion holistique afin de mieux répondre à la demande du corps social dans son entièreté: les réponses pertinentes à cette demande devraient être les moins appropriables de toutes. Car le danger persiste qu'une expertise puisse être manipulée, voire confisquée, alors qu'une science l'est beaucoup plus difficilement. C'est ainsi qu'il faut percevoir la menace qui pèse sur toute communauté, sur toute société, sur toute nation qui renierait le savoir géographique, en prétendant pouvoir s'en passer. Elle devient infiniment manipulable, elle-même d'abord et tout autant ses ressources, son territoire, son avenir.

Faut-il ajouter que le mandat et la modernité de la géographie sont sans cesse renouvelés? En effet, l'interrogation du monde, c'est-à-dire son exploration, est une tâche permanente. L'urgence de la compréhension du monde, ce qui comprend son éloge et sa critique, n'a cessé de nous interpellier. Sur ce plan, la géographie continue d'une part à faire preuve d'une étonnante agilité. Il n'y a qu'à voir combien, tant elle que ses nombreuses branches savent faire usage des multiples outils d'analyse de l'infiniment petit ou de l'infiniment lointain. C'est ainsi qu'elle pratique la paléogéographie et qu'elle est partie prenante de l'analyse de l'évolution multimillénaire des climats et de l'utilisation du sol, ce qui comprend celle des forêts. Elle fait également la preuve, d'autre part, de son immense profondeur historique, de sa symbiose avec l'évolution de l'anthroposphère et des enjeux qui la concernent, y compris ceux de la mondialisation, des flux et des réseaux, à toutes les échelles.

S'agissant de ces enjeux, il y a celui de l'ouverture du Québec sur le monde, dont l'une des principales manifestations repose dans l'accueil offert à ses représentants. À cet égard, quoi de plus vital que l'accueil éducatif? Celui-ci doit nécessairement s'appuyer sur la connaissance de l'histoire de la nation qui accueille, en l'occurrence le Québec, mais tout autant sur celle du territoire qui le définit et qui contribue à la définition de la citoyenneté!

Enfin, la géographie peut et doit jouer un rôle dans la mobilisation, le transfert et l'échange des connaissances. Cela concerne notamment les technologies de l'information et des communications (TIC). Plutôt que de marginaliser la géographie des territoires, ces TIC en sont plutôt pleinement partie prenante, ainsi que le manifeste la présence grandissante des systèmes d'information géographique (SIG), tant dans les curriculums de géographie, l'ensemble des disciplines d'observation des territoires et d'intervention spatiale, et dans la vie de tous les jours! En choisissant de réduire l'éducation géographique de ses citoyens, l'État québécois ne nie-t-il pas sa propre définition, ne commet-il pas une erreur, ne renie-t-il pas sa propre parole.